



230ème anniversaire de la 1ère abolition de l'esclavage

**Discours de Jean-Marc AYRAULT,
ancien Premier ministre,
Président de la Fondation pour la mémoire de l'esclavage**

**A l'Assemblée Nationale
6 février 2024**

Madame la Présidente de l'Assemblée Nationale, chère Yael BRAUN-PIVET,
Mesdames et messieurs les parlementaires,
Madame la directrice de la Fondation pour la mémoire de l'esclavage, chère Aïssata SECK,

Cher Frédéric REGENT, Mesdames,
Messieurs,

Je me réjouis d'être avec vous aujourd'hui, dans ce palais qui est celui de la démocratie, pour célébrer une grande journée où l'esprit de la liberté et de l'égalité a soufflé sur les représentants du peuple français.

Je mesure ce qu'a pu être pour eux ce moment, puisque j'ai été moi-même député et président de groupe parlementaire. Avec Christiane TAUBIRA, j'ai eu l'honneur de porter la proposition de loi qui est devenu la loi du 21 mai 2001, par laquelle la France a reconnu l'esclavage et la traite coloniales comme des crimes contre l'humanité. Ce texte nous rappelle la blessure que l'esclavage a infligé à notre conscience de Françaises et de Français. Mais il nous invite aussi à nous souvenir des figures qui s'y sont opposés, et des moments où leurs idées ont triomphé.

Aujourd'hui, c'est l'un de ces moments que nous célébrons : le 16 pluviôse an II, 4 février 1794, la Convention abolit l'esclavage dans les colonies françaises, sans délai ni indemnités pour les colons.

C'était l'aboutissement d'un long chemin qui ne fut rendu possible que parce que, en 1791, les esclaves de Saint-Domingue avaient décidé de se soulever. Moins de trois ans plus tard, le 4 février 1794, à quelques centaines de mètres d'ici, la Révolution mettait enfin en accord ses actes dans les colonies avec les principes universels qu'elle s'était donnés par la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen.

Le 4 février 1794 est une date fondamentale de l'histoire de la France et du monde. Elle reste pourtant presque méconnue de nos compatriotes. Je vous suis reconnaissant, chère Yael BRAUN-PIVET, de la mettre à l'honneur par cette cérémonie, qui nous rappelle plusieurs choses importantes :

- La première, c'est que nos principes les plus fondamentaux ont été forgés dans les combats contre l'esclavage et le préjugé de couleur : il faut se souvenir que MIRABEAU, le 21 août 1789, au moment même du vote de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, écrit que ce texte va renverser l'esclavage et les discriminations contre les citoyens noirs des colonies ; nous savons qu'il faudra encore cinq ans, et une révolte d'esclaves, pour que cette affirmation devienne réalité, y compris dans les colonies ; mais les mots de MIRABEAU montrent que, depuis l'origine, la lutte contre le racisme et les discriminations faisait partie du projet de la Révolution ;
- La deuxième chose que cette cérémonie nous rappelle, c'est que cette avancée fut une décision parlementaire ; pour arracher des droits, il faut parfois se soulever ; mais pour consacrer ces droits, il faut la loi ; et pour les droits les plus fondamentaux, il faut la loi fondamentale, notre Constitution ; elle est le réceptacle de ces combats qui ont été menés sous la Révolution, en 1848, en 1870, à la Libération : prenons garde à ce qu'elle n'en devienne pas le tombeau, si elle devait être utilisée non plus pour garantir la liberté, l'égalité et la fraternité, mais pour altérer ce que nous sommes, et ce que nous devons rester : une démocratie forte, une nation lucide sur son passé, le pays des droits de l'homme ;
- La troisième chose que nous rappelle cette cérémonie, c'est l'importance que ce passé occupe dans notre histoire, de Louis XIV à nos jours ; ses conséquences ont été immenses. Aujourd'hui, son empreinte continue de se faire sentir : ce sont ces stéréotypes racistes qui nourrissent les discriminations et qui, en France, sont issus du temps de l'esclavage. Mais ce sont aussi ces idées généreuses d'une liberté et d'une égalité universelles, qui sont nées précisément en réaction aux injustices de l'esclavage.

Notre monde est le fruit de ces contradictions, et c'est la raison pour laquelle il nous faut à la fois raconter cette histoire dans tous ses aspects, sans rien masquer de ses zones d'ombre, et trouver le chemin de l'unité en nous nous souvenant de ces moments où, face aux injustices, des voix se sont dressées, celles de l'Abbé GREGOIRE, d'Olympe de GOUGES ou de LAMARTINE.

Personne n'effacera COLBERT, Louis XV ou Napoléon. Cela n'aurait aucun sens. Mais ce qui est effacé aujourd'hui de notre récit national, c'est la mémoire du 4 février 1794 ; ce sont les mots de MIRABEAU que je citais tout à l'heure ; c'est le souvenir de Cyrille BISSETTE adressant une pétition à la Chambre des Députés en 1832 pour demander l'abolition de l'esclavage. C'est la façon dont le long combat contre l'esclavage a servi la construction de notre République.

Il y a deux ans, j'ai salué l'inauguration ici d'une salle Aimé CESAIRE. Ecrivain et parlementaire, il y a sa place. En se souvenant de son grand discours contre le colonialisme, ce geste a reconnu ses combats humanistes et républicains pour l'égalité réelle dans les outre-mer, contre le racisme et pour la reconnaissance de la mémoire de l'esclavage.

Mais il y a encore à faire. La première abolition, elle aussi, a sa place dans cette maison, alors qu'elle est l'une des plus grandes décisions parlementaires de notre histoire. Elle mérite comme aujourd'hui d'y être honorée, et quel meilleur symbole pour le faire que d'y être honoré à travers la figure d'un homme qui avait connu l'esclavage dans sa chair et qui a été un acteur de sa destruction, à la tribune de cette assemblée ? Je veux parler de Jean-Baptiste BELLEY, premier député noir du monde occidental, officier de la Révolution à Saint-Domingue, qui a voté l'abolition le 4 février 1794 avec ses compatriotes MILLS et DUFAY.

Je sais qu'une proposition a été faite en ce sens, et je forme le vœu en ce 230^{ème} anniversaire de la première abolition qu'à travers lui cet événement inouï de notre histoire trouve enfin une reconnaissance dans à l'Assemblée Nationale. Parce que c'est notre histoire.

Vive la République ! Vive la France !

